

Table des matières

Introduction générale	7
§ 1. Les objectifs généraux de la réforme.....	9
A. La clarification des règles du régime légal.....	11
B. L'encadrement légal du régime de la séparation de biens	11
C. La recherche de nouveaux « équilibres » à propos des droits patrimoniaux du conjoint survivant	14
§ 2. Une loi discutée et adoptée « à la hussarde »	19
CHAPITRE I.	
Les modifications apportées au régime légal	25
Section 1. Les « lignes directrices » du législateur	25
§ 1. La distinction « titre-finance »	26
§ 2. L'allocation « correcte » des revenus professionnels	29
§ 3. La « neutralité » en droit des régimes matrimoniaux de l'exercice d'une profession en société	30
Section 2. Les règles de composition des patrimoines	30
§ 1. Les accessoires de biens ou de droits propres.....	31
§ 2. Les parts ou actions de société	34
A. Les parts ou actions de société qui seront soumises à la distinction « titre-finance »	34
1. Le champ d'application de la distinction « titre-finance »	35
2. La signification et la portée de la distinction « titre-finance »	39
B. Les autres parts ou actions de société.....	43
§ 3. Les biens professionnels.....	44
A. Exposé introductif.....	44
B. Le champ d'application de la distinction « titre-finance ».....	46
1. Un champ d'application large : l'ensemble des biens susceptibles d'être affectés à l'exercice de la profession ou à l'exploitation d'une entreprise d'un des époux	46

2. Les biens professionnels néanmoins exclus de la distinction « titre-finance »	48
C. La signification et la portée de la distinction « titre-finance » ..	50
§4. La clientèle	52
A. Le champ d'application des nouvelles dispositions légales	53
1. La clientèle des professions libérales.....	53
2. La clientèle d'un des époux.....	55
3. La clientèle « constituée pendant le régime »	56
B. La signification et la portée de la distinction « titre-finance »..	63
§5. Les assurances-vie individuelles	65
A. Exposé introductif.....	65
B. Le champ d'application des nouvelles dispositions législatives	67
1. Les assurances individuelles sur la vie	68
2. L'assurance individuelle sur la vie contractée par un des époux.....	73
3. L'assurance individuelle sur la vie contractée pendant le régime.....	74
4. L'assurance individuelle sur la vie financée avec des fonds communs ?	75
C. Le contenu des nouvelles dispositions légales.....	76
1. L'exclusion de la distinction « titre-finance »	76
2. Les quatre hypothèses envisagées par le législateur.....	80
§6. Les indemnités en réparation d'un dommage corporel ou moral..	89
A. Exposé introductif.....	89
B. Le nouveau mécanisme législatif	90
1. La portée actuelle de l'article 1401, § 1.3, (nouveau) du Code civil	91
2. Les nouveaux articles 1401, § 2.1, et 1405, § 1.4, du Code civil	92
§7. L'indemnité de préavis	97
§8. Le remploi mobilier	100
A. Exposé introductif.....	100
B. L'article 1404 nouveau du Code civil.....	102
Section 3. Les règles de preuve	106
Section 4. Les règles de gestion	114
§1. Le texte ancien de l'article 1417 du Code civil	114

§2. Le texte nouveau de l'article 1417 du Code civil.....	117
<i>Section 5. Les règles de liquidation et partage</i>	121
§1. L'évaluation de la valeur patrimoniale des biens soumis à la distinction « titre–finance ».....	121
A. La nouvelle disposition insérée dans l'article 1430, § 2, du Code civil : la valorisation de la « finance » au jour de la dissolution du régime.....	121
B. La signification et la portée de la nouvelle règle légale.....	124
§2. Les causes de récompenses.....	128
A. Les modifications résultant des nouvelles dispositions relatives à la composition des patrimoines.....	129
1. Les outils et instruments servant à l'exercice de la profession.....	130
2. Les assurances individuelles sur la vie.....	130
3. Le remploi mobilier.....	131
B. Une nouvelle cause de récompense au profit du patrimoine commun : la dilution de revenus professionnels communs au sein d'une structure sociétaire propre.....	132
1. Présentation générale.....	132
2. L'interprétation large.....	133
3. L'interprétation restrictive.....	135
4. Quelle interprétation ?.....	137
5. Quelle maîtrise par l'époux de « sa » société ?.....	141
6. Ne peut-on en définitive retenir une solution plus simple ?.....	143
<i>Section 6. Les règles de droit transitoire</i>	145
§1. Les époux dont le régime légal n'aura pris cours qu'après l'entrée en vigueur de la loi.....	146
§2. Les époux dont le régime légal était déjà dissous avant l'entrée en vigueur de la loi.....	147
§3. Les époux qui sont (ou étaient encore) soumis au régime légal lors de l'entrée en vigueur de la loi.....	147
A. Les règles formulées à l'article 78, § 2, de la loi du 22 juillet 2018.....	148
1. Une règle générale.....	148
2. Trois exceptions.....	148

B. L'application concrète des règles formulées à l'article 78, § 2, de la loi du 22 juillet 2018.....	151
1. Les parts ou actions de société	151
2. Les biens professionnels.....	152
3. La clientèle	152
4. Les assurances individuelles sur la vie.....	153
5. Les indemnités en réparation d'un dommage corporel ou moral	157
6. L'indemnité de préavis	158
7. Le remploi mobilier	158
8. Les actes de gestion accomplis dans le cadre de l'activité professionnelle	159
9. L'évaluation de la valeur patrimoniale des biens soumis à la distinction « titre-finance ».....	159
10. La nouvelle cause de récompense instaurée à l'article 1432, alinéa 2, du Code civil.....	160

CHAPITRE II.

La réforme du régime de séparation de biens..... 163

Introduction

Section 1. Réformes ponctuelles de la séparation de biens

§ 1. La preuve

§ 2. Le recel et l'attribution préférentielle.....

A. Recel.....

 1. Généralités.....

 2. Régime juridique du recel matrimonial

B. L'attribution préférentielle

 1. Généralités.....

 2. Régime juridique.....

Section 2. Atténuations à la séparation de biens pure et simple

§ 1. Atténuations conventionnelles

A. Contexte et régime général

 1. Les textes

 2. Principe de cohérence

 3. Preuve et créances

 4. Indivisions, patrimoines d'affectation et participation aux acquêts

5. Devoir de conseil du notaire et formalisme	179
B. Indivisions matrimoniales et patrimoines d'affectation	181
1. Contextualisation	181
2. Essai de définition et de catégorisation	182
C. Participation aux acquêts	184
1. Contexte et principes généraux	184
2. Commentaire succinct, article par article	188
§2. Atténuation légale optionnelle : la correction en équité	203
A. Origine du mécanisme	203
B. Régime légal de la correction judiciaire en équité	205
1. Conditions légales d'application	205
2. Procédure	211
3. Montant de l'indemnisation	213
4. La correction judiciaire en équité et la pension alimentaire après divorce	215
5. La correction judiciaire en équité et la théorie de l'enrichissement sans cause	215
6. Proposition de clause	218
<i>Section 3. Le droit transitoire</i>	225
<i>Conclusion</i>	225

CHAPITRE III.

<i>Les avantages matrimoniaux en régime de séparation de biens</i>	227
<i>Section 1. La notion d'avantages matrimoniaux</i>	227
<i>Section 2. Le contexte de la réforme</i>	229
§1. Maintenir les avantages matrimoniaux après la réforme successorale de 2017 ?	229
§2. Une controverse (presque) passée sous silence	231
<i>Section 3. L'extension des avantages matrimoniaux</i>	234
§1. L'application des articles 1458, 1464 et 1465 : à quels régimes ? ...	234
§2. Les adaptations d'un contrat de séparation des biens visant à faire participer chaque époux aux acquêts de l'autre	239
A. La participation aux acquêts	239
B. L'adjonction d'une société limitée à un seul bien	240
C. L'adjonction d'une société d'acquêts	241

D.	L'adjonction d'un patrimoine commun interne	241
E.	Le patrimoine d'affectation.....	241
F.	Les présomptions de propriété.....	242
G.	L'acquisition en indivision	243
H.	Avantage matrimonial portant sur un bien personnel à un époux.....	244
I.	En résumé.....	246
	1. L'insertion d'avantages matrimoniaux dans les régimes de séparation des biens.....	246
	2. L'application des articles 1458 et 1464 aux séparations de biens ainsi adaptées	247
	3. Une loi mal écrite, des travaux préparatoires confus.....	249
	<i>Section 4. Les dispositions transitoires.....</i>	249

CHAPITRE IV.

	<i>Les incidences de la réforme des régimes matrimoniaux sur les droits du conjoint et du cohabitant légal survivants</i>	251
--	--	------------

	<i>Introduction</i>	251
--	---------------------------	-----

	<i>Section 1. La caducité des droits de survie en cas de divorce.....</i>	252
--	---	-----

§1.	La règle.....	252
	A. L'article 229 ancien du Code civil	252
	B. L'article 299 nouveau du Code civil.....	253

§2.	La possibilité de maintenir les droits de survie en dépit du divorce	256
-----	---	-----

§3.	L'application dans le temps de l'article 299 nouveau du Code civil	258
-----	---	-----

	<i>Section 2. Le pacte « Valkeniers ».....</i>	258
--	--	-----

§1.	La <i>ratio legis</i> du pacte « Valkeniers ».....	258
§2.	Le champ d'application du pacte « Valkeniers »	261
§3.	L'objet du pacte « Valkeniers »	264
§4.	Les formalités liées à la conclusion du pacte « Valkeniers ».....	266
§5.	L'application dans le temps de l'article 1388, alinéas 2 et 3, nouveaux du Code civil.....	268

	<i>Section 3. Les droits successoraux du conjoint</i>	269
--	---	-----

§1.	Les droits attribués au conjoint quels que soient les héritiers avec lesquels il est en concours.....	269
-----	--	-----

A.	Le droit au bail relatif à la résidence commune	269
B.	L'usufruit des biens soumis au droit de retour légal	269
C.	L'usufruit successif.....	270
1.	La <i>ratio legis</i> et l'objet de l'usufruit successif	270
2.	La nature de l'usufruit successif et ses conséquences	270
3.	Les conditions d'obtention de l'usufruit successif.....	272
4.	La renonciation du conjoint à l'usufruit successif.....	273
5.	Le traitement fiscal de l'usufruit successif.....	274
6.	L'usufruit successif et le droit transitoire	275
7.	Appréciation du droit d'usufruit successif.....	276
§2.	Les droits attribués au conjoint en fonction des héritiers avec lesquels il est en concours.....	277
A.	Le conjoint est en concours avec d'autres héritiers que des descendants.....	277
1.	Les règles anciennes	277
2.	Les règles nouvelles.....	278
§3.	L'objet de l'usufruit du conjoint lorsqu'il porte sur toute la succession.....	281
<i>Section 4. Les droits successoraux du cohabitant légal</i>		282
§1.	L'article 745 <i>octies</i> du Code civil.....	282
A.	Des droits limités	282
B.	Des droits non réservataires.....	283
C.	Des droits invariables	283
§2.	L'usufruit successif	284
§3.	L'objet de l'usufruit du cohabitant légal lorsqu'il porte sur toute la succession.....	286
<i>Section 5. L'articulation des droits successoraux du conjoint/du cohabitant légal avec la réserve des enfants</i>		288
§1.	L'application simultanée de la réserve des descendants et de la réserve du conjoint survivant.....	288
A.	La loi du 14 mai 1981	288
B.	Les lois du 31 juillet 2017 et du 22 juillet 2018.....	288
§2.	L'application simultanée de la réserve des descendants et des droits successoraux du conjoint survivant ou du cohabitant légal survivant.....	289
A.	Le conjoint survivant a droit à l'usufruit de toute la succession	289

B.	Le conjoint survivant a un droit d'usufruit limité	293
1.	L'usufruit du conjoint est limité à une fraction de la succession (supérieure à la moitié).....	293
2.	L'usufruit du conjoint est limité à sa réserve abstraite	295
3.	L'usufruit du conjoint est limité à certains biens particuliers.....	297
C.	Le cohabitant légal a un droit d'usufruit limité à certains biens.....	299